



# EDUCATION NATIONALE : LE GRAND ÉTEIGNOIR

**L**e confinement a interrompu net une année très agitée dans les lycées. Rappelons nous. Comme tous les secteurs publics, et même un peu plus, l'année a commencé à être chaotique dès le 5 décembre. L'éducation a en effet été secouée par des grèves d'une ampleur exceptionnelle pour certains jours et d'une durée tout aussi exceptionnelle dans plusieurs académies. Les enseignant.e.s ont été une composante active de beaucoup d'interpros.

Dans les lycées, cette mobilisation s'est doublée d'une mobilisation contre le nouveau bac Blanquer, notamment en empêchant le passage des « E3C », les nouvelles épreuves du bac en contrôle continu. La mobilisation a été très importante aussi chez les lycéen.nes. Et la répression très forte. Certains profs ont été mis.es à pied. Les élèves récalcitrant.es ont été menacé.es de zéro, dans certains endroits les épreuves se sont passées sous la surveillance de la police ou de la gendarmerie.... Ces épreuves étaient censées se dérouler de janvier à mars. Or, dans pas mal de lycées, il a fallu les faire passer au moins trois fois, voire plus. Pendant ce temps, les autres cours ne pouvaient se dérouler, contrairement à ce qu'avait annoncé et souhaité le ministre. Il faut dire qu'on a ra-

rement vu un ministre démenti de façon aussi cinglante et aussi souvent par la réalité.

Donc, en fait, quand la mesure de confinement a été prise, il restait encore des lycées dans lesquels cette histoire n'était toujours pas réglée. De plus, comme prévu par les contestataires, l'application de la réforme a désorganisé les autres niveaux (bacs blancs annulés, cours supprimés...).

On peut dire que dans pas mal d'endroits, et au moins dans le 93, la scolarité s'est déroulée normalement... le 1er trimestre. Si on peut parler de normalité avec cette réforme....

Ce confinement s'est passé comme c'est devenu l'habitude à l'éducation nationale. Le jeudi midi, le ministre a déclaré qu'en tous les cas les établissements scolaires ne seraient pas fermés, et le jeudi soir le président a annoncé leur fermeture totale pour le lundi. Les enseignant.e.s ont appris médusé.es par la télé que tout était prêt pour l'enseignement à distance et qu'elles avaient même été formé.es. Elles ont appris aussi que l'enseignement à distance n'était qu'une question de tuyaux (équipement informatique et connexions), qu'il n'y avait aucune question à se poser, que pour les gamins internet remplaçait avantageusement les explications que pouvaient leur donner leurs enseignant.e.s. Bref, qu'il n'existe aucun aspect ni humain ni social à l'apprentissage. Tout ceci est bien conforme à la neuro-idéologie chère à notre ministre. Elles étaient tellement prêt.es que dans certaines académies on a essayé de les obliger à rompre le confinement pour participer à des formations et des réunions de concertation.

Ensuite, ça a été le triste futoir qu'ont constaté tous les parents. Les enseignant.e.s se sont trouvé.es pris.es entre la certitude qu'on ne peut pas avancer un programme à distance, sauf pour les élèves qui

sont déjà capables d'avancer sans eux/elles, certitude ancrée dans le peu qu'on leur a appris de pédagogie et de sciences de l'éducation, et l'injonction du ministre et dans la foulée de nombreux chefs d'établissement de continuer le programme (la fameuse continuité pédagogique), de mesurer le nombre de connexions des élèves, bref de t.r.a.v.a.i.l.l.e.r, au mépris de tout sens ou utilité du travail en question. Ça a donné le grand vide pour certain.es et la multiplication des devoirs à la maison infaisables dans les délais par les élèves pour d'autres. Depuis le ministre a annoncé des pourcentages de décrocheurs dont aucun de nous ne sait d'où ils sortent. Apparemment, pour lui, si un.e élève a réussi à se connecter, c'est bon. Ce qu'ont constaté les enseignant.e.s, c'est que la majorité des échanges sont du type « M'dame j'ai pas réussi à ouvrir les documents », « je peux vous envoyer une photo ? », etc...

Le confinement aggrave toutes les inégalités y compris scolaires. Qu'y a-t-il de commun entre un enfant qui a sa chambre, son ordinateur, et un parent diplômé, en télétravail donc (un peu) disponible à la maison et un enfant qui est sur un coin de table devant la télé allumée et un œil sur ses frères et sœurs en déchiffrant les documents sur son téléphone, dont les parents « 1ère ligne » rentrent stressé.es à la maison plus tard que d'habitude à cause de la limitation des transports ? Le 93 est un des départements le plus touché par le virus. Que savons-nous de l'état non seulement matériel, mais moral et sanitaire de nos élèves ? Brutalement, le discours a changé et maintenant le ministre s'intéresse « aux plus défavorisés ». Comment ? En reprenant les cours le 11 mai tiens ! Ben oui, c'est bien les parents des enfants « défavorisés » qu'on voudrait voir retourner au turbin. Et pour ça, il faut que quelqu'un garde leurs mômes.

Et pendant ce temps, l'instrumentalisation du virus continue. Qu'a proposé Blanquer ? De généraliser le bac au contrôle continu. De supprimer la 2ème vague des E3C



(forcément, en fait la 1ère n'est pas complètement terminée...) et de prévoir une moyenne entre la 1ère (passée dans les conditions qu'on a vues) et la 3ème. Franchement, au vu de ce qu'elles ont vécu cette année, les lycéen.nes mériteraient d'avoir tous leurs examens et leur passage dans ce qu'elles veulent. Mais ça, tabou ! Et puis s'il y a une occasion de pousser l'avantage, pourquoi le ministre s'en priverait-il ?

Côté enseignant.e.s, ça a été dans un premier temps la sidération et l'arrêt brutal de tout. Depuis, les AG ont repris, par téléphone, de même que des discussions sur le sens de ce qu'on nous impose de faire.

La bagarre qui s'annonce, c'est d'abord contre la reprise du 11 mai. Car il faudrait savoir, ou ce virus n'est pas très dangereux et on nous a enfermés pour rien, ou il l'est, et à ce moment là pourquoi sacrifier les enfants et donc leurs parents et les profs ? Ce qui se dégage pour le moment, c'est de n'accepter la reprise qu'aux conditions posées par le CHSCT : dépistage de tous, élèves et enseignant.e.s, masques en quantité suffisante, désinfections régulières, possibilité matérielle des gestes barrière. Le temps que tout ça soit respecté, on doit pouvoir espérer une reprise aux alentours des années 30 (le temps de construire les établissements scolaires manquant). Il s'agit aussi de continuer la lutte contre le nouveau bac et les réformes, pour des moyens supplémentaires ou en tous les cas l'arrêt de leur diminution, pour les conditions des précaires et le renouvellement de leurs contrats...

En résumé, la réouverture des écoles le 11 mai sera un des premiers tests de la capacité à reprendre la lutte avec le « déconfinement progressif ».

Sylvie  
Le 20 avril

## RÉOUVERTURE DES ÉCOLES LE 11 MAI

J'ai trouvé une solution:  
•jours pairs: les élèves,  
•jours impairs: les profs.

